

Recherche et développement

tre (M. Andre), qui était d'un tout autre avis que le député de Lisgar (M. Murta). J'ai donc du mal à savoir quelle est la position des conservateurs sur cette question importante. Je reconnais comme l'a dit le député de Lisgar qui, je le présume, représente une minorité à son parti, que notamment dans le domaine de l'agriculture et autres, le gouvernement a un rôle à assumer dans le domaine de la recherche.

Ensuite j'ai entendu certains de mes collègues libéraux déclarer que le problème existe bien mais qu'ils en ignorent la cause. J'aimerais justement parler des causes et des difficultés qui se posent à nous. La faute, à mon avis, en est tout entière au gouvernement qui, ces dernières années, n'a pas su donner au pays une politique scientifique et industrielle sérieuse.

La recherche et le développement sont essentiels à une économie industrielle moderne, et il est malheureux de constater quand on regarde les antécédents de la politique scientifique, surtout dans le domaine de la recherche et du développement, que le Canada a une des pires feuilles de route de tous les États industriels modernes.

La recherche peut se partager en trois grandes catégories. Premièrement, ce qu'on appelle la recherche spéculative, c'est-à-dire la recherche de caractère général visant à augmenter l'ensemble général des connaissances scientifiques. Il est important que les scientifiques et ceux qui travaillent dans les universités continuent d'être actifs dans ce domaine.

Il y a ensuite un deuxième domaine de recherche et de développement, la recherche thématique ou la recherche qui s'intéresse à certaines des préoccupations fondamentales de tout pays, depuis l'environnement et l'hygiène industrielle jusqu'à l'énergie renouvelable, le transport urbain et ainsi de suite. C'est un volet très important de notre recherche qui a aussi été négligé au cours des années.

Le troisième domaine, celui dont on semble se préoccuper dans la motion que nous étudions ce soir, est la recherche appliquée. Il s'agit de la recherche que nous pouvons appliquer directement à l'industrie dans l'économie pour améliorer notre secteur manufacturier et notre capacité de produire et de commercer.

Quand on regarde la politique du gouvernement actuel, et il est évidemment au pouvoir depuis si longtemps qu'il ne peut pas dire que c'est quelque chose qui est arrivé du jour au lendemain, et les ministres qui ont occupé le portefeuille de la science et de la technologie par le passé, surtout l'ex-ministre, M. Drury, on voit que la politique a été de compter sur les autres dans le domaine de la science, d'importer d'autres pays une grande partie de notre technologie et de notre recherche. On soutient qu'il est trop onéreux pour un pays comme le Canada d'entreprendre des travaux de recherche dans ces grands domaines et qu'il est beaucoup plus facile d'en importer les résultats.

Parce que le gouvernement a froidement décidé de se retirer de ces domaines très importants que tous les autres pays modernes considèrent comme essentiels, nous constatons que la recherche et le développement ont diminué de 30 p. 100 depuis 1970. Faut-il s'étonner alors que chaque fois que les députés visitent leur circonscription, de plus en plus de jeunes diplômés universitaires viennent leur raconter la même histoire pitoyable, à savoir qu'eux et leurs parents ont investi beaucoup d'argent dans leur instruction et leur formation et qu'ils ne peuvent maintenant trouver aucun emploi. Le problème du

chômage chez les jeunes gens qualifiés ne peut que préoccuper le gouvernement. Ce dernier a cependant délaissé le domaine de la recherche et nous voyons maintenant que nos brillants jeunes ingénieurs, techniciens et scientifiques doivent quitter notre pays. Le premier ministre (M. Trudeau) les a même invités à le faire s'ils ne pouvaient trouver d'emploi. Que réserve l'avenir à ces jeunes Canadiens? C'est une situation vraiment déplorable.

Le gouvernement actuel attache peu d'importance à la recherche et au développement, ce qui se traduit par une augmentation du chômage. Pour sa part, le secteur de la fabrication se dégrade au point de ne pouvoir ni moderniser ses installations ni s'engager dans de nouvelles avenues que lui ouvriraient la recherche et le développement.

Aujourd'hui nous occupons presque le dernier rang parmi les pays industrialisés pour ce qui est de l'effort de recherche et de développement. Je pense que nous ne précédons que ce petit pays qu'est l'Irlande. En 1965, nous n'avons consacré que .36 p. 100 de notre produit national brut à la recherche et au développement. La proportion minimale devrait être de 2.5 p. 100.

Pourquoi cette situation lamentable? Je le répète encore, il faut s'en prendre à l'absence d'orientation et au manque de planification du gouvernement. Je suis vraiment étonné parfois quand j'entends ici même à la Chambre des députés libéraux et conservateurs soutenir que si nous laissons les coudées franches à l'entreprise, si nous laissons l'économie revenir au bon vieux temps du laisser-faire et d'Adam Smith, ce serait le moyen de résoudre tous nos problèmes et de connaître le progrès. Cette époque-là est révolue.

Tous les pays industrialisés du monde moderne planifient leur économie de façon hautement complexe. Les gouvernements de ces pays ont joué un rôle très actif. Nous ne pouvons plus revenir à la concurrence et à la libre entreprise du XVIII^e siècle. Ce genre de système n'existe plus. Nous sommes maintenant à l'époque des monopoles à cause de l'arrivée des puissantes sociétés multinationales. Même ces sociétés adoptent des projets à long terme. Les gouvernements modernes adoptent des projets à long terme. Par ailleurs, le Canada passe d'un mois à l'autre et d'une année à l'autre sans aucun programme cohérent.

Faut-il s'étonner de nos difficultés économiques actuelles? Il est impossible de survivre dans le monde industriel moderne sans aucune politique ou avec des politiques spéciales. Il faut au contraire fixer des objectifs et planifier ses activités et il faut faire en sorte que l'État intervienne dans l'économie si l'on veut survivre, vu les groupes très puissants qui existent maintenant dans l'économie mondiale.

C'est le genre de politique que nous devons adopter et le gouvernement actuel ne semble pas vouloir prendre des mesures en ce sens, ni pour mettre au point une stratégie et un programme économiques, ni pour encourager comme il le pourrait la recherche industrielle. Le grand danger aujourd'hui, c'est que nous nous dirigeons vers un état d'industrialisation posée. Notre secteur de la fabrication perd du terrain au lieu de progresser.

● (2112)

Le Conseil des sciences du Canada et de nombreuses études ont démontré que l'industrie manufacturière canadienne battait gravement de l'aile. Notre déficit commercial au chapitre